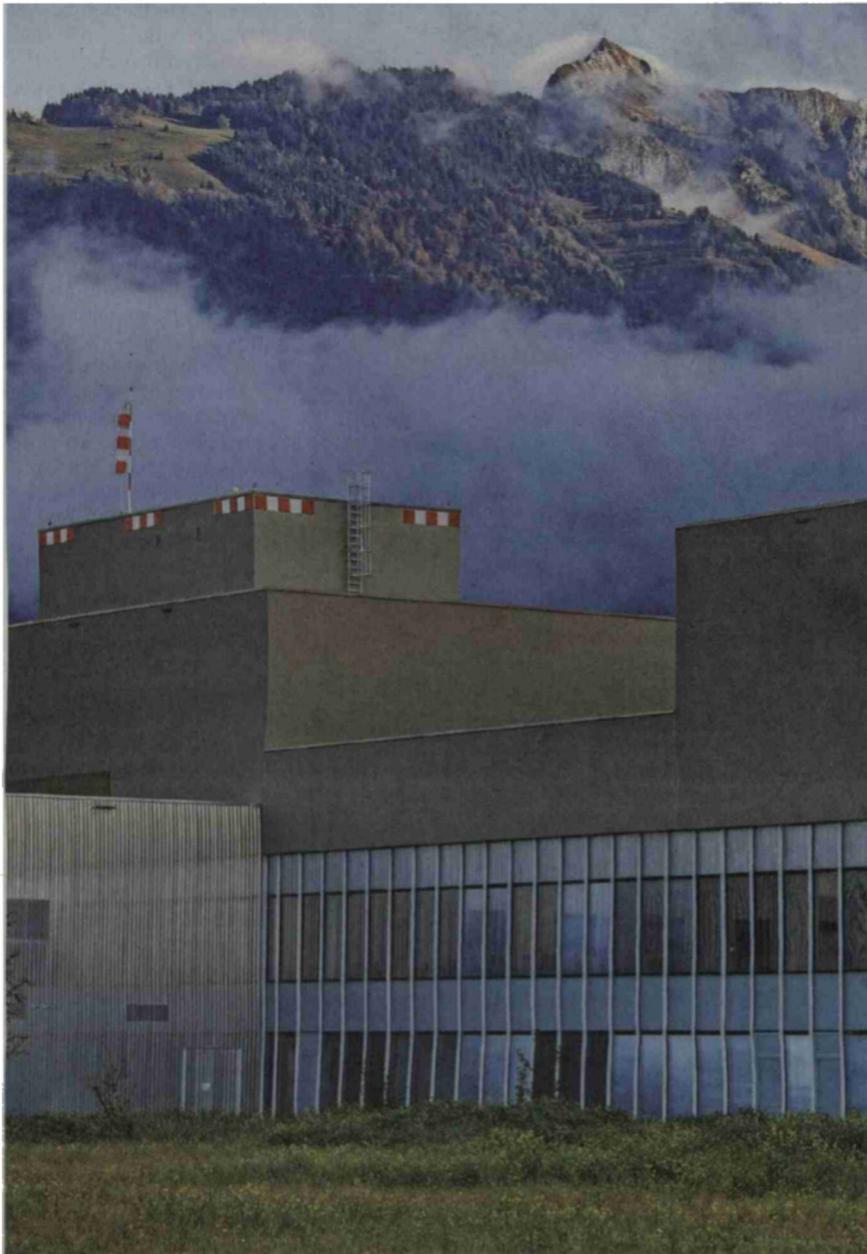




CANTON DU VALAIS
KANTON WALLIS

Plongé dans une crise financière et de confiance, l'Hôpital Riviera-Chablais perd son directeur général

Pascal Rubin jette l'éponge



Les nuages se sont amoncelés au fil des mois au-dessus de l'hôpital. Alain Wicht



**«La tournure
des discussions
ne permet pas
la mise en place
de bonnes
conditions»**

Pascal Rubin



« RAPHAËL BESSON

Santé » Deux jours après l'exigence des syndicats de changements à la tête de l'Hôpital Riviera-Chablais Vaud-Valais (HRC), le directeur général annonce son départ. Hier en début d'après-midi, l'établissement de Rennaz (VD) a fait savoir par communiqué que Pascal Rubin remettait son mandat. Le responsable estime «que la tournure personnalisée des discussions autour de l'HRC ne permet pas la mise en place raisonnée des conditions nécessaires à son rétablissement financier».

«C'est rapide», commente un observateur du dossier. Autrement dit, ce n'est de loin pas une énorme surprise, mais ça étonne quand même, d'autant plus que l'hôpital avait réagi en contestant les déclarations syndicales et en affirmant œuvrer au partenariat social. Mais lorsque la confiance est «entamée, ébréchée, rompue» avec les pouvoirs exécutif et législatif des cantons de Vaud et du Valais, avec les syndicats et que les finances sont au rouge vif, «un fusible doit sauter».

«Attaques personnelles»

Informé mercredi de la décision de Pascal Rubin, le Conseil d'établissement de Rennaz déplore «les attaques personnelles» qui se substituent à un examen rationnel de la situation de l'hôpital. Il souhaite que les audits sur les états financiers et la gouvernance de l'hôpital «puissent se poursuivre dans le sérieux et la sérénité indispensables». Il promet que la réorganisation de la direction générale se fera dans les meilleurs délais.

Réalisation phare, l'HRC a accueilli ses premiers patients à la fin de l'année dernière. Il emploie

quelque 2000 collaborateurs pour un bassin de population estimé à 200 000 personnes. Pascal Rubin a été nommé directeur général au 1^{er} janvier 2014 et le Conseil d'établissement salue «son travail inlassable au service d'un projet de santé unique en Suisse, aussi complexe

Mais pour l'heure, la vision se heurte à la réalité financière. Prévu à 6 millions de francs, le déficit 2019 atteint près de 18 millions. Celui de 2020 devrait tourner autour des 17 millions, sans inclure les coûts de la crise du coronavirus. Quant aux dépassements des coûts de construction, ils ont grimpé de 353 millions en 2012 à 440 millions, selon les dernières estimations. La révélation de ces chiffres, accompagnée d'un emprunt de 20 millions de francs sans que les deux cantons aient été avertis, a déclenché un véritable scandale.

Dans l'urgence, les députés vaudois ont dû approuver une garantie supplémentaire de 60 millions de francs (20 millions côté valaisan) afin que les salaires puissent être payés. Dans le même temps, les Conseils d'Etat décidaient de lancer des audits. Ce qui n'a pas suffi à calmer la droite vaudoise: elle a déposé une demande de commission d'enquête parlementaire (CEP) qui doit être encore votée par le Grand Conseil.

Réactions mesurées

A l'annonce de la démission de Pascal Rubin, les réactions sont mesurées. Le PLR se borne à «prendre acte». Le but d'une CEP, «ce n'est pas de mitrailler Pierre, Paul ou Jean», souligne Philippe Jobin, chef du groupe UDC au Grand Conseil. «Nous voulons rechercher les clés pour que l'HRC puisse fonctionner, sans que les deniers de l'Etat finissent comme

ça.» Le Parti socialiste parle d'une démission «attendue. On espère que cela permettra à l'établissement hospitalier de retrouver un peu de calme ainsi que la confiance de la population», relève Jessica Jaccoud, présidente du PS. «On espère que cela va redonner un peu plus de sérénité à cet hôpital. Le personnel a beaucoup souffert de ce climat», note le président des Verts Alberto Mocchi.

Responsable du secteur santé au syndicat Syna, Thierry Lambelet reconnaît que «c'est ce que l'on attendait. Nous demandions une réaction forte afin que l'hôpital reprenne contact avec les médecins, le personnel et toute la population.» Mais c'est bien d'un changement d'équipe qu'il est question, pas d'un «fusible qui doit payer pour tous». Pour les syndicats, l'essentiel maintenant, c'est de «regagner la confiance de tout le monde afin que l'hôpital puisse progresser», commente Thierry Lambelet.

Côté gouvernemental, Rebecca Ruiz note qu'avec sa collègue valaisanne Esther Waeber-Kalbermaten, «nous sommes en contact avec le Conseil d'établissement pour assurer la continuité de la conduite de l'HRC et garantir que les patients continuent à recevoir les soins de qualité dont ils ont besoin».

Pour la Société vaudoise de médecine (SVM), «la démission de Pascal Rubin ne résout pas le problème de fond. Il ne suffit malheureusement pas de changer un fusible.» Son président Philippe Eggimann préconise une analyse détaillée des difficultés financières importantes de l'HRC et de l'Hôpital intercantonal de la Broye (HIB, 1.8 million de déficit l'an dernier alors qu'une ardoise de 400 000 francs était prévue) afin de permettre un débat sur la gouvernance des hôpitaux vaudois. »